Convention 2025 relative au subventionnement d'un organisme agissant en tant que Service d'accompagnement

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, article 69, alinéa 1er, 4°, alinéas 6 et 7, modifié par les lois des 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et 25 décembre 2016, et article 69bis, inséré par la loi du 25 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour l'exercice d'une mission ou le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires, visée à l'article 69, alinéa 1er, 4°, alinéas 6 et 7 et de l'article 69 bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal du 16 juin 2022, ci-après dénommé « l'AR »;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2022 en exécution de l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une allocation financière pour l'exercice d'une mission ou pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires mentionné à l'article 69, 1er alinéa, 4°, sixième et septième alinéas et l'article 69bis de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, ci-après dénommé « l'AM » ;

Entre

L'État fédéral, représenté par la Ministre de la Justice, Madame Annelies VERLINDEN, établi Boulevard du Jardin Botanique 50/65 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « le Ministre » ;

et

La Ville de Bruxelles représentée par son collège des bourgmestres et échevins, au nom duquel agissent Monsieur Philippe CLOSE Bourgmestre et Madame Emilie DUPONT Secrétaire communale, ci-après dénommée l'« organisme » ;

Il est convenu ce qui suit :

Chapitre 1er. Définitions

Article 1er. Dans la présente convention, on entend par :

1°Organisme : Commune, province, structure de coopération intercommunale, association sans but lucratif ou fondation d'utilité publique ;

2° Service d'accompagnement : un service d'accompagnement tel que visé à l'article 1er, 3°, de l'AR, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs dans un organisme, ayant pour mission l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire;

3° Service d'accompagnement simple : le service d'accompagnement qui suit les peines de travail/travaux d'intérêt général en fournissant pour chaque justiciable un endroit approprié à la prestation et suit de près le déroulement de la prestation ;

4° Service d'accompagnement de terrain : le service d'accompagnement qui suit les peines de travail/travaux d'intérêt général en travaillant avec un groupe de justiciables.

Chapitre 2. Généralités

Article 2. Conformément aux dispositions de la présente convention, le Ministre octroie annuellement une subvention de 165.987,27 euros maximum à l'organisme.

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à dater du 1er janvier 2025 et peut être renouvelée conformément à l'article 6 de l'AM.

Les parties peuvent résilier unilatéralement la convention par lettre recommandée moyennant un délai de préavis de 6 mois.

La reconduction de la convention, visée à l'alinéa 2, dépend notamment de l'évaluation du fonctionnement du service d'accompagnement (via le rapport d'activités) et du contrôle des justifications financières (via le dossier financier) visées aux articles 10 et 11 de la présente convention.

Chapitre 3. Objet de la subvention

Art. 3. La subvention visée à l'article 2 de la présente convention concerne le soutien financier à un organisme pour la mise en place d'un service d'accompagnement.

Art. 4. L'organisme, visé à l'article 2 de la présente convention, se charge de l'accompagnement simple et de terrain d'une peine de travail ou d'un travail d'intérêt général. Le service d'accompagnement propose à chaque justiciable un lieu de prestation adéquat et assure le suivi du bon déroulement de l'exécution de la peine/mesure.

L'organisme répond du respect des obligations visées à l'article 8 de l'AM :

- *d'engager le personnel destiné à l'accompagnement d'un travail d'intérêt général, d'une peine de travail, d'une formation ou d'un traitement dans le cadre d'une mesure judiciaire. Ce personnel est désigné comme le ou les travailleur(s) du service d'accompagnement ;*
- *d'agir en tant qu'employeur conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le droit de la protection du travail;*
- *d'assumer les moyens d'action associés au recrutement et les frais de fonctionnement;*
- *de veiller à offrir au personnel une formation appropriée à la mission du service d'accompagnement et un encadrement spécialisé;*
- *de soutenir le service d'accompagnement quant au développement de son contenu par son expertise spécifique.*

L'organisme mobilise 3 équivalents temps plein (ci-après : ETP). Chaque membre du personnel du service possède au minimum un diplôme de bachelier ou un diplôme équivalent dans le domaine psycho social ou juridique pour réaliser les objectifs visés au chapitre II, section 3 de de l'AM.

Art. 5. Conformément à l'article 16 de l'AM, l'organisme accomplit sa mission en respectant les critères suivants, qui sont évalués sur la base des indicateurs objectifs indiqués en regard :

Critère	Indicateur objectif
1° L'offre répond à la demande des partenaires de la chaîne pénale.	Tout justiciable envoyé vers le service d'accompagnement pour effectuer une peine de travail ou un travail d'intérêt général doit être pris en charge. Si à titre tout à fait exceptionnel la mise en œuvre de la peine ou de la mesure n'est pas possible, le service motive son refus à l'égard de l'assistant de justice ; Par Maison de Justice, le service d'accompagnement développe une offre large et variée de lieux de prestation répondant à la demande des Maisons de Justice et de autorités judiciaires. Cette offre est actualisée régulièrement et le service entretient des contacts réguliers avec les lieux de prestation et leur assure un soutien afin de faciliter l'exécution des peines. Le territoire d'action sur lequel travaille le service d'accompagnement est celui défini en collaboration avec la Maison de justice compétente et précisé dans le rapport d'activité. Chaque ETP subventionné est mobilisé. En cas d'absence prolongée d'un membre du personnel, l'organisme s'engage à remplacer celui-ci le plus rapidement possible dans un délai maximum de 4 mois. Le remplaçant est affecté à la réalisation de l'objectif de la convention de subvention.
2° Le justiciable bénéficie d'un soutien maximal dans l'accomplissement de sa peine de travail ou de son travail d'intérêt général.	La peine/mesure doit être exécutée dans le délai légal d'exécution. Le choix du lieu de prestation tient compte des horaires du justiciable, de ses aptitudes, et de l'accessibilité géographique.
3° L'organisme rend compte de ses activités.	Le service d'accompagnement rend compte à l'assistant de justice, pour chaque justiciable, du déroulement de la peine de travail ou du travail d'intérêt général et transmet à cet effet les documents nécessaires tels que « l'aperçu des heures prestées » permettant la clôture du dossier. Le service d'accompagnement informe la Maison de justice de l'offre de lieux de prestation et des modifications de cette offre. Le service d'accompagnement rend compte de ses activités sur une base annuelle (et à la demande exceptionnelle de l'administration sur une base trimestrielle) des prestations fournies. Le service d'accompagnement collabore aux actions de sensibilisation et aux sessions d'information organisées par la Maison de justice compétente.
4° Chaque membre du personnel engagé dans un service d'accompagnement simple, doit, sur base annuelle, avoir clôturé l'encadrement d'au moins 67	Sur la base du rapport d'activité annuel, visé à l'article 10, §1 de la présente convention, le service d'accompagnement démontre que chaque ETP subventionné pour l'accompagnement simple des TIG et des PTA a encadré au moins 67 dossiers clôturés ou des dossiers portant sur au moins 6075 heures prononcées de peines de travail

dossiers ou des dossiers portant sur au moins 6075 heures prononcées de peines de travail et de travaux d'intérêt général ou avoir rempli 90% des deux critères précédents cumulés. Chaque membre du personnel engagé dans un service d'accompagnement de terrain, doit sur base annuelle, encadrer au moins 1600h de peines de travail et travaux d'intérêt général exécutées par les justiciables et doit lui-même travailler de manière effective sur le terrain avec les justiciables pendant au moins 800h.	et de travaux d'intérêt général ou avoir rempli 90% des deux critères précédents cumulés. Le critère visé au point 1°, selon lequel un lieu de prestation est fourni pour chaque justiciable, demeure cependant toujours applicable en priorité. Sur la base du rapport d'activité annuel, visé à l'article 10, §1 de la présente convention, le service d'accompagnement démontre que chaque ETP subventionné pour l'accompagnement de terrain des TIG et des PTA a encadré au moins 1600h de peines de travail et travaux d'intérêt général exécutées par les justiciables et doit lui-même travailler de manière effective sur le terrain avec les justiciables pendant au moins 800h. Le critère visé au point 1°, selon lequel un lieu de prestation est fourni pour chaque justiciable, demeure cependant toujours applicable en priorité.

Chapitre 4. Dispositions financières

Art. 6. Conformément à l'article 10 de l'AR, la subvention annuelle visée à l'article 2 de la présente convention, est payée comme suit :

1° une première tranche de 80 % du montant de la subvention est payée immédiatement après la décision d'octroi de la subvention annuelle ;
2° une deuxième tranche de 20 % du montant de la subvention est payée après contrôle et approbation des justifications de fond et financière visées aux articles 10 et 11.

Art. 7. La subvention peut être utilisée pour les frais suivants dans la mesure où ils ont été exposés entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année à laquelle la subvention se rapporte :

1° les frais de personnel : Les frais de personnel désignent les coûts salariaux ou tous autres frais supportés par l'employeur pour la mise en service du personnel engagé dans la convention, en ce compris les primes et les cotisations sociales, dans les limites du forfait octroyé.
2° les moyens d'action et les frais de fonctionnement : Les moyens d'actions recouvrent les frais administratifs[1], les frais de déplacement[2] et les investissements[3] et les frais de fonctionnement sont les frais qui ont pour but de soutenir la mise en œuvre des mesures judiciaires.
Les frais éligibles visés au 2° sont des frais en lien avec la mission et couvrent par exemple : les frais de poste, de téléphone, les frais d'entretien des locaux, l'achat d'une photocopieuse, la participation à un colloque. Cette liste n'est pas exhaustive.

[1] Les frais administratifs couvrent à la fois les frais habituels occasionnés par le fonctionnement d'un service d'accompagnement ainsi que les frais de formation et de mission ou dépenses connexes.

[2] Les frais de déplacement du domicile au lieu de travail ne peuvent entrer en ligne de compte, ceux-ci sont à imputer sur les frais de personnel.

[3]Les investissements sont les dépenses qui ont une valeur unitaire d'au moins 500 euros et dont l'objet a une durée d'utilisation estimable de plus d'un an.

Conformément à l'article 8 de l'AR, au moins 70 % de la subvention sont utilisés pour les frais de personnel qu'implique l'affectation des ETP visés à l'article 4, alinéa 3, de la présente convention.

Art. 8. Le montant de la subvention annuelle ne peut pas être majoré des soldes disponibles établis à l'occasion des décomptes annuels visés à l'article 12 de la présente convention.

Chapitre 5. Justification et contrôle

Art. 9. En cas de modification dans le personnel, l'organisation soumet, par voie électronique, le formulaire "PG 1 changement de personnel" auprès de la Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice, qui figure en annexe 1 de la présente convention.

Art.10. § 1er. L'organisme introduit annuellement un rapport d'activités du fonctionnement du service d'accompagnement tel que visé à l'article 2 de la présente convention, démontrant que ou dans quelle mesure l'activité pour laquelle la subvention est octroyée a été réalisée.

Ce rapport d'activité comporte à minima :

- un aperçu des ETP déployés sur une base annuelle
- un relevé des prestations sous la forme d'un volet quantitatif et qualitatif.

§ 2. Le rapport d'activités visé au paragraphe 1er est introduit par voie électronique, au plus tard le **31 janvier** de l'année qui suit l'octroi de la subvention, auprès de la Direction du Partenariat (direction.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice.

Art.11. § 1er. L'organisme introduit annuellement une justification financière de la subvention visée à l'article 2 de la présente convention, attestant des frais exposés pour la réalisation de l'activité pour laquelle la subvention a été octroyée, qu'ils soient issus de l'activité ou d'autres sources. Cette justification financière (dossier financier) se compose du formulaire « 25_FORM_PG_Rapport financier » joint en **annexe 2** à la présente convention.

§ 2. La justification financière visée au paragraphe 1er est introduite par voie électronique, au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'octroi de la subvention, auprès de la direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice.

Art. 12. À l'issue du contrôle, tel que décrit à l'article 11, § 1er de la présente convention, chaque organisme reçoit un décompte annuel provisoire et dispose de 20 jours ouvrables pour marquer son accord ou pour soumettre des arguments, motivations ou justificatifs additionnels éventuels. Sur cette base, la Direction du Partenariat dépendant de l'administration générale des Maisons de Justice établit le décompte annuel définitif.

Art. 13. Le Ministre récupère la subvention en tout ou en partie en cas :

1° de non-respect des conditions, telles que mentionnées aux chapitres 2 à 5 de la présente convention ;

2° d'absence de justification ou d'insuffisance de justification des frais, tels que mentionnés à l'article 11 de la présente convention, pour lesquels la subvention a été utilisée.

Chapitre 6. Dispositions finales

Art. 14. La présente convention entre en vigueur le 01 janvier 2025.

Overeenkomst 2025 betreffende de subsidiëring van een organisatie die optreedt als begeleidingsdienst

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 12 mei 2014 en 25 december 2016, en artikel 69bis, ingevoegd bij de wet van 25 december 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69bis, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 2022; hierna "het KB" genoemd;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 2022 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties een financiële toelage kunnen genieten voor de uitvoering van een opdracht of voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen, bedoeld in artikel 69, eerste lid, 4°, zesde en zevende lid en artikel 69bis van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen; hierna "het MB" genoemd;

tussen

De federale Staat, vertegenwoordigd door de minister van Justitie, Annelies VERLINDEN, gevestigd aan de Waterloolaan 115 te 100 Brussel, hierna "de minister" genoemd,

en

De stad Brussel, vertegenwoordigd door haar college van Burgmeester en schepen, namens wie optreden de heer Philippe CLOSE, burgemeester, en mevrouw Emilie DUPONT, gemeentesecretaris, Hierna «de organisatie» genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt:

Hoofdstuk 1. Definities

Artikel 1. In deze overeenkomst wordt verstaan onder:

1° Organisatie: gemeente, provincie, intergemeentelijk samenwerkingsverband, vereniging zonder winstoogmerk en stichting van openbaar nut;

2°Begeleidingsdienst: een begeleidingsdienst als vermeld in het artikel 1, 3°, van het KB, i.e. het geheel van medewerkers binnen een organisatie die instaan voor de begeleiding van een dienstverlening, een werkstraf, een opleiding of voor een behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel;

3°Dispatchingsdienst: de begeleidingsdienst verzorgt de opvolging van de werkstraffen/dienstverleningen door voor iedere justitiabele een geschikte prestatieplaats te voorzien en de werkzaamheden van nabij op te volgen;

4°Dienst werkvloer: de begeleidingsdienst verzorgt de opvolging van de werkstraffen/dienstverleningen door op de werkvloer samen met de justitiabelen te werken.

Hoofdstuk 2. Algemeen

Art. 2. De minister kent, conform de bepalingen van deze overeenkomst, jaarlijks een subsidie van maximaal 165.987,27 € toe aan de organisatie.

Deze overeenkomst heeft een looptijd van een jaar vanaf 1 januari 2025, en kan conform artikel 6 van het MB herhaaldelijk worden verlengd.

De partijen kunnen de overeenkomst eenzijdig opzeggen per aangetekend schrijven, mits een opzegtermijn van 6 maanden in acht te nemen.

De verlenging van de overeenkomst, vermeld in het tweede lid, is onder meer afhankelijk van de evaluatie van de werking van de dispatchingsdienst en de controle van de functionele en financiële verantwoording, vermeld in artikel 10 en 11 van deze overeenkomst.

Hoofdstuk 3. Voorwerp van de subsidie

Art. 3. De subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, betreft de financiële ondersteuning van een begeleidingsdienst.

Art. 4. De organisatie, die optreedt als begeleidingsdienst, als vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, fungeert als een dispatchingsdienst en een dienst werkvloer en staat in voor de begeleiding van een gerechtelijke maatregel, met name het voorzien in de opvolging van werkstraffen en dienstverleningen door voor iedere justitiabele in een geschikte prestatieplaats te voorzien en de werkzaamheden van nabij op te volgen.

De organisatie staat in voor de naleving van de verplichtingen, vermeld in artikel 8 van het MB.

- personeel in te zetten bestemd voor de begeleiding van een dienstverlening, een werkstraf, een opleiding of een behandeling in het kader van een gerechtelijke maatregel. Dit personeel wordt als de medewerker(s) van de begeleidingsdienst aangeduid;

-te handelen als werkgever conform de wettelijke en reglementaire bepalingen voorzien in het arbeidsbeschermingsrecht;

- de actiemiddelen op zich te nemen die verbonden zijn aan de aanwerving en de werkingsmiddelen;

- voor het personeel te voorzien in een opleiding aangepast aan de missie van de begeleidingsdienst en een gespecialiseerde omkadering;

- Zijn specifieke expertise in te zetten ter ondersteuning van de begeleidingsdienst bij de inhoudelijke uitwerking.

De organisatie zet 3 voltijds
equivalent (verder: VTE) met minimum een bachelor diploma of een daarmee gelijkgesteld diploma op psychosociaal of juridisch gebied om de doelstellingen, vermeld in hoofdstuk II, afdeling 3 van het MB te realiseren.

Art. 5. Conform artikel 16 van het MB vervult de organisatie haar missie met respect voor volgende criteria, die beoordeeld worden op basis van de daarbij vermelde objectieve indicatoren:

Criterium	Objectieve indicator
1° Het aanbod is afgestemd op de vraag van de partners in de strafrechtsketen.	Iedere justitiabele die conform de gemaakte afspraken naar de begeleidingsdienst wordt doorverwezen, kan een werkstraf of dienstverlening uitvoeren. Indien er voor de justitiabele uitzonderlijk niet in een omkadering kan worden voorzien, motiveert de begeleidingsdienst de weigering ten aanzien van de justitieassistent; Per justitiehuis wordt een ruim en gevarieerd aanbod aan prestatieplaatsen voorzien. Dit aanbod wordt nauwgezet opgevolgd en bij problemen worden door de begeleidingsdienst verbetervoorstellen geformuleerd. Het werkingsgebied waarin de begeleidingsdienst actief is, is het werkingsgebied dat in samenwerking met het bevoegde justitiehuis is vastgesteld en in het activiteitenrapport is gespecificeerd. Iedere gesubsidieerde VTE wordt ingezet. Een personeelslid dat gedurende vier maanden afwezig is, wordt vervangen en ingezet voor de realisatie van de doelstelling van de subsidieovereenkomst.
2° De justitiabele wordt maximaal ondersteund in het vervullen van zijn voorwaarden.	De omkadering wordt conform de gemaakte afspraken binnen de voorziene uitvoeringstermijn van het mandaat op een voor de justitiabele geschikte locatie en tijdstip aangeboden zodat de toegankelijkheid maximaal wordt verzekerd.
3° De organisatie brengt verslag uit over haar werkzaamheden.	De begeleidingsdienst brengt per justitiabele verslag uit aan de justitieassistent over het verloop van de werkstraf of dienstverlening en bezorgt daartoe de vooropgestelde documenten. De begeleidingsdienst informeert het justitiehuis over het aanbod van prestatieplaatsen en van wijzigingen in dit aanbod. De begeleidingsdienst brengt jaarlijks (en bij uitzondering op verzoek van de administratie op kwartaalbasisverslag) uit over zijn activiteiten. De begeleidingsdienst werkt mee aan sensibiliseringsactiviteiten en informatiesessies, door het bevoegde justitiehuis georganiseerd.
4° Elke gesubsidieerde VTE-personeelslid tewerkgesteld in een dispatchingsdienst moet op jaarbasis minimum 67 afgesloten dossiers hebben omkaderd, of afgesloten dossiers hebben omkaderd gebaseerd op minimum 6075 uitgesproken uren werkstraf	Op basis van het jaarlijks activiteitenrapport vermeld in artikel 10, §1 van deze overeenkomst, toont de begeleidingsdienst aan dat elke gesubsidieerde VTE ten minste 67 afgesloten dossiers heeft omkaderd of afgesloten dossiers hebben omkaderd gebaseerd op minimum 6075 uitgesproken uren werkstraf en dienstverlening of 90% van de twee voorgaande criteria cumulatief vervuld hebben.

en dienstverlening of 90% van de twee voorgaande criteria cumulatief vervuld hebben.	Het criterium zoals vermeld in punt 1°, dat inhoudt dat voor elke justitiabele een prestatieplaats voorzien wordt, blijft echter steeds prioritair van toepassing.
Elk voltijds gesubsidieerd personeelslid tewerkgesteld in een dienst werkvloer moet jaarlijks minimum 1600 uren werkstraf en dienstverlening omkaderen uitgevoerd door de justitiabelen en moet zelf effectief op de werkvloer minstens 800 uur samenwerken met de justitiabelen.	Op basis van het jaarlijks activiteitenrapport vermeld in artikel 10, §1 van deze overeenkomst, toont de begeleidingsdienst aan dat elke gesubsidieerde VTE ten minste jaarlijks minimum 1600 uren werkstraf en dienstverlening omkaderen uitgevoerd door de justitiabelen en moet zelf effectief op de werkvloer minstens 800 uur samenwerken met de justitiabelen. Het criterium zoals vermeld in punt 1°, dat inhoudt dat voor elke justitiabele een prestatieplaats voorzien wordt, blijft echter steeds prioritair van toepassing.

Hoofdstuk 4. Financiële bepalingen

Art. 6. De jaarlijkse subsidie, vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, wordt, conform artikel 10 van het KB als volgt uitbetaald:

1° een eerste schijf van 80% van het subsidiebedrag wordt uitbetaald onmiddellijk na de beslissing tot toekenning van de jaarlijkse subsidie;
2° een tweede schijf van 20% van het subsidiebedrag wordt uitbetaald nadat de inhoudelijke en financiële verantwoording, vermeld in artikel 10 en 11 van deze overeenkomst, is gecontroleerd en goedgekeurd.

Art. 7. De subsidie kan worden aangewend voor volgende kosten, voor zover deze gerealiseerd zijn tussen 1 januari en 31 december van het jaar waarop de subsidie betrekking heeft:

1° personeelskosten: De personeelskosten verwijzen naar de loonkosten of elke andere kost die door de werkgever worden gedragen voor de indienststelling van het in het kader van de overeenkomst aangeworven personeel. Hierin zijn inbegrepen: de premies en de sociale bijdragen en dat rekening houdend met het toegekende forfaitair bedrag.

2° actiemiddelen en werkingskosten: De actiemiddelen omvatten de administratieve kosten[4], de reiskosten[5] en de investeringen[6] en de werkingskosten zijn de kosten die tot doel hebben de uitvoering van gerechtelijke maatregelen te ondersteunen.

De in aanmerking komende kosten, vermeld 2°, zijn kosten in verband met de missie en betreffen bijvoorbeeld: porto, telefoon, onderhoud van lokalen, aankoop van een fotokopieerapparaat, deelname aan een conferentie. Deze lijst is niet volledig.

---

[4] De administratiekosten dekken tegelijk de gewone kosten die veroorzaakt worden door de werking van een begeleidingsdienst evenals de opleidings- of zendingskosten en de uitgaven die er verband mee houden.
[5] De reiskosten voor het woon-werkverkeer komen niet in aanmerking. Zij dienen op de loonkosten ingebracht te worden.
[6] De investeringen zijn de uitgaven die een eenheidswaarde hebben van minstens 500 euro en waarvan het voorwerp een vermoedelijke gebruiksduur van meer dan één jaar heeft.

Conform artikel 8 van het KB wordt ten minste 70% van de subsidie aangewend voor personeelskosten, waarmee de VTE, vermeld in artikel 4, derde lid van deze overeenkomst, worden ingezet.

Art. 8. Het bedrag van de jaarlijkse subsidie kan niet verhoogd worden met het beschikbare saldo die vastgesteld worden naar aanleiding van de jaarlijkse afrekeningen, vermeld in artikel 12 van deze overeenkomst.

Hoofdstuk 5. Verantwoording en controle

Art. 9. De organisatie dient bij een wijziging van het personeelsbestand het formulier 'PG 1 Changement de personnel' op elektronische wijze in bij de Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhagen, dat als bijlage 1 bij deze overeenkomst is gevoegd.

Art. 10. §1. De organisatie dient jaarlijks een functionele verantwoording in van de subsidie, vermeldt in artikel 2 van deze overeenkomst, waarbij wordt aangetoond dat, of in welke mate, de activiteit waarvoor de subsidie is toegekend, gerealiseerd is.

Deze activiteitenrapport bevat ten minste:

- een overzicht van de op jaarbasis ingezette VTEs

- een opgave van de geleverde diensten in de vorm van een kwantitatief en kwalitatief gedeelte

§2. Het activiteitenrapport vermeld in paragraaf 1, wordt uiterlijk op 31 januari van het jaar dat volgt op de toekenning van de subsidie op elektronische wijze ingediend bij de Direction du Partenariat (direction.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhagen.

Art. 11 §1. De organisatie dient jaarlijks een financiële verantwoording in van de subsidie vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst, waarbij wordt aangetoond welke kosten zijn gemaakt voor de uitvoering van de activiteit waarvoor de subsidie is toegekend, ongeacht of deze afkomstig zijn van de activiteit zelf of andere bronnen. Deze financiële verantwoording (financieel dossier) bestaat uit het formulier « 25_FORM_PG_Rapport Financier » dat als **bijlage 2** bij deze overeenkomst is gevoegd.

§2. De financiële verantwoording, vermeld in paragraaf 1, wordt uiterlijk **op 31 maart** van het jaar dat volgt op de toekenning van de subsidie op elektronische wijze worden ingediend bij de Direction du Partenariat (justificatifs.partenariats@cfwb.be) die van de Administration générale des Maisons de Justice afhagen.

Art. 12. Na afloop van de controle van de financiële verantwoording vermeld in artikel 11, paragraaf 1 van deze overeenkomst, ontvangt elke organisatie een voorlopige jaarlijkse afrekening en beschikt ze over 20 werkdagen om ofwel haar akkoord, ofwel eventuele argumenten, motiveringen en bijkomende bewijsstukken voor te leggen. Op basis daarvan maakt, de Direction du Partenariat die van de Administration générale des Maisons de Justice afhagen, de definitieve jaarlijkse afrekening op.

Art. 13. De minister vordert de subsidie gedeeltelijk of volledig terug in geval van:

1° niet-naleving van de voorwaarden, zoals vermeld in hoofdstuk 2 tot en met 5 van deze overeenkomst;

2° het niet of onvoldoende verantwoorden van de kosten zoals vermeld in artikel 11 van deze overeenkomst, waarvoor de subsidie is aangewend.

Hoofdstuk 6. Slotbepalingen

Art. 14. Deze overeenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2025.

Établie par voie électronique conformément à l'article 8.1, 1°, du Code civil. Chacune des parties déclare avoir reçu le document signé électroniquement.

Elektronisch opgemaakt conform artikel 8.1, 1°, van het Burgerlijk Wetboek. Elke partij verklaart het elektronisch ondertekend document te hebben ontvangen.

La Ministre de la Justice
De Minister van Justitie,



Annelies VERLINDEN

Le Bourgmestre de la Ville de Bruxelles,
De burgemeester van de Stad Brussel

Philippe CLOSE